



1^{ère} RENCONTRE AVEC LE GOUVERNEMENT AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

La forte mobilisation des cheminots lors de la 1^{ère} journée d'action de grève reconductible a contraint le gouvernement à déclencher une réunion anticipée avec les organisations syndicales dès le 11 juin au soir.

Les Fédérations syndicales CGT et SUD-Rail, dans un esprit de dialogue constructif, se sont rendues à cette réunion sur la base de la plateforme revendicative unitaire CGT, UNSA, SUD-Rail afin de réaffirmer leurs exigences :

- Une réelle réunification du système ferroviaire par une intégration économique, sociale, juridique et technique ;
- Un traitement de la dette et du financement des travaux indispensables par des ressources nouvelles ;
- L'exigence d'aucune régression sociale pour les cheminots et des garanties sur la pérennisation du statut ;
- L'obligation d'ouverture de négociations à la SNCF sur les salaires ; l'emploi et les conditions de travail ;

Les trois organisations syndicales CGT/UNSA/SUD-Rail ont porté unanimement l'ensemble de ces revendications.

Le **Secrétaire d'Etat** a rappelé que l'objectif de cette rencontre consistait essentiellement à entendre les organisations syndicales pour travailler à des réponses adaptées.

Dans les faits, il a plus tenté de nous convaincre du bien-fondé de sa réforme et a renvoyé vers l'Assemblée Nationale d'éventuelles améliorations sous forme d'amendements portés par des groupes parlementaires ou par le gouvernement.

Les organisations syndicales ont fait savoir que les cheminots dans l'action ne se laisseraient pas endormir par des promesses non garanties.

Les travaux de la commission développement durable n'ont fait qu'aggraver le contenu du projet de loi en l'éloignant encore un peu plus des exigences des cheminots.

A l'issue de cette réunion, le ministère a annoncé une nouvelle rencontre le 12 juin à 9h30.

Au regard de ces éléments, la Fédération CGT appelle les cheminots à renforcer et élargir la mobilisation en participant à toutes les initiatives prévues dans les territoires le 12 juin, pour une autre réforme de la SNCF, pour améliorer les conditions sociales, de vie et de travail des cheminots et pour une meilleure qualité du service public SNCF voyageurs et marchandises.